

RASSEMBLEMENT CITOYEN

pour un Département Solidaire et Écologique
avec le Front de Gauche et EELV

Canton Causse et Bouriane

POUR LE PEUPLE, ENFIN, NOUS VOULONS UN PRINTEMPS !

Deux échéances électorales marqueront cette année. Après les « départementales », les « régionales ». Dans les deux cas, bien des incertitudes planent sur les rôles, les moyens, les dimensions des pouvoirs territoriaux. Les derniers gouvernements ont dit vouloir « simplifier » le mille-feuille au motif d'un coup de frein à donner dans les dépenses publiques. En fait, ils ont commencé par mettre quelques feuilles de plus en créant les « Grands-ci et les Grands-là ». Dans l'empilement des pouvoirs, la classe politique dominante a choisi d'ajouter un étage de plus !

Pour nous le « Grand Cahors », c'est une armée mexicaine de vices-présidents-maires ! Sûrement pas une compression des dépenses en jetons de présence ! Puis on s'est « empressé » de maintenir les syndicats de communes, des structures très opaques pour le citoyen voire pour beaucoup d'élus. C'est là que se négocient les contrats juteux avec les entreprises privées. Nous aurons l'occasion d'analyser cette question au niveau de notre canton.

En fusionnant des régions, Hollande ne va pas nécessairement compresser les dépenses de fonctionnement. Des exemples sont là où l'on maintient deux hôtels de régions plutôt luxueux. Et les futurs élus se « feront » 250 kilomètres pour se partager en réunions, tantôt ici, tantôt là-bas. Bref, le gouvernement reproduit le modèle européen. Avec deux sièges d'un Parlement de l'UE oscillant pour plus de 700 députés entre Bruxelles et Strasbourg, dossiers expédiés par camions en sus. La préoccupation essentielle du libéralisme « social » et du social « libéralisme » est autre. Il s'agit, au nom d'une pseudo-orthodoxie budgétaire, d'écarter le pouvoir du citoyen. Nous voyons bien que l'enjeu actuel est de supprimer, dans le temps, nos municipalités, les maires étant jugés trop sensibles aux pressions des citoyens et à celles des associations qui se multiplient pour conserver nos gares, nos écoles, notre environnement, nos hôpitaux. Et pour lutter contre le gaz de schiste ou une pseudo-transition énergétique qui ravit les monopoles de la calorie, du kilowattheure, de l'eau et des déchets.

Nos candidats avancent des propositions : pour recréer des emplois qualifiés, industrialiser nos cantons, donner aux jeunes la perspective de vivre là où ils sont nés. De ne plus devoir s'expatrier vers ces pôles de « compétitivité » qui mettent en concurrence des développements douteux au détriment des solidarités nationales voire européennes, encore à créer. Nous ne jouerons pas dans ces jeux de dupes !

Nous ferons appel à bien des compétences venant du peuple pour construire un autre projet économique, social et donc politique. Nos élus ont à apprendre des citoyens, aussi, si pas plus qualifiés qu'eux.

Et les compétences ne manquent pas !

Un système politique décadent justifie une réflexion nouvelle. A commencer par la vraie mise en application des trois mots qui sont inscrits au fronton de nos mairies et que, hélas, bien de leurs occupants devraient mettre en œuvre !

Pour cette avancée démocratique contemporaine, des milliers de femmes et d'hommes sont morts pour le suffrage universel et les droits pour tous à s'exprimer. Notre système électoral est tronqué car non proportionnel. Et grâce à celui-ci, une « classe » politicienne se reproduit en servant un grand patronat qui joue contre le développement humain du pays et de ses territoires. Nous voyons que, devant l'incapacité de l'UMP et du PS-PRG à sortir de la crise voire à la souhaiter, devant leurs convergences à appliquer les mêmes recettes qui ne marchent pas, bien des citoyens soient déçus et plus que perplexes. Mais, nos dirigeants ont parfaitement compris qu'en décourageant le peuple de s'exprimer, comme en refusant la proportionnalité des scrutins, ils calfeutraient, de fait, leurs « plans carrières ». Donc, votons, pour cesser de tourner en rond ! Votons en mesurant les vraies responsabilités et pour construire une réelle opposition !



FANNY BEGGIATO

Candidate titulaire

20 ans

Etudiante - Institut d'Etudes Politiques

Peyrillacaise, je suis attachée au Lot. J'ai grandi à Gourdon avant de partir à Toulouse pour mes études supérieures.

Je reste cependant investie dans le département à travers la vie associative et sportive.

Mon engagement politique constitue une suite logique. Etudiante en sciences politiques, ma participation politique est multiple notamment autour du maintien des services publics et de l'intégration des jeunes dans la vie du département. J'ai notamment été initiée par mon père aux valeurs humaines et de solidarité sociale.

Par son engagement militant, il m'a transmis une vision de la politique comme moyen de dynamiser le territoire, d'être proche des habitants. Je puise les compétences nécessaires dans ma formation pour assurer les responsabilités d'élue. Actuellement responsable à Toulouse d'une association d'étudiants, je souhaite apporter mon expérience dans ce domaine.

QUAND RIEN NE VA PLUS POUR LE PEUPLE...

NOUS, LES ASSOCIATIONS, LES COMMUNISTES ET LEURS ALLIÉS, ON S'EXPLIQUE EN DÉTAILS.

Une question devient incontournable. Trente ans de recettes néolibérales mènent l'économie et le social dans l'impasse. La croissance cale. Les autorités européennes ont beau annoncer une remontée d'une hypothétique croissance. Le chômage grimpe, y compris dans notre département. Tous les efforts imposés aux travailleurs et aux retraités depuis deux décennies n'ont rien résolu en ces matières. L'aéroport de Toulouse devient chinois. Pourquoi ne pas leur vendre le pont Valentré pour combler le déficit de Cahors ?

Le Lot : ce sont 10% de chômeurs. Près de 8,3 % d'inscrits au RSA, soit au dessous des 977 euros mensuels. L'Aquitaine, ce sont plus de 200 000 français en dépendant directement ou par la bande (femmes et enfants). Une augmentation de 14 % en 3 ans !

Le Lot : c'est le deuxième département le plus vieillissant de l'hexagone. Avec un revenu moyen à 85,5 % de la moyenne nationale. Traduisons : une part croissante de la jeunesse s'en va ! Des chiffres : sur 173 562 habitants recensés en 2009 dans le Lot, 32,3 % ont plus de 60 ans contre 22,9 % pour la France. Hors de question de reprocher aux retraités obligés de quitter le pays voici des décennies et d'y revenir légitimement à la retraite. Mais si Hollande veut relever le PIB du Lot et celui de « sa » Corrèze, il faudra bien que des jeunes puissent y travailler! Et pas dans des statuts « bidon » !

Le Lot, c'est 8% d'emplois agricoles, 9% dans la construction, 14,8 % dans l'industrie, soit à peine un tiers d'emplois productifs dont dépendent étroitement deux tiers dans les services. Le tourisme, adulé, représente à peine 5 % de l'emploi. Le Conseil Général devrait davantage se préoccuper d'une chute de 27 % de l'emploi agricole en une décennie que de pérorer sur la « coulée verte » le long du Lot et sur l'accumulation des enseignes commerciales dans un département en panne de pouvoir d'achat. Et dans ses rapports, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Cahors, ferait bien de cultiver l'esprit critique. Le potentiel industriel du Lot est très fragile, car dépendant d'un très petit nombre de grandes entreprises. Tant mieux que Le contrat AIRBUS marche bien puisque la « Mécanic Vallée » en dépend très largement. Mais les « grands clients » demandent à produire chez eux des parts croissantes. Nous renvoyons les « économistes » lotois aux énervements du groupe Dassault et du gouvernement pour « fourguer » des « rafales » à l'Inde. Il faudra donc programmer une diversification progressive. On attend les idées des sortants du Conseil Général. Comme nous attendons qu'ils nous disent pourquoi les sociétés PIVRAUDAN et ANDROS ne publient pas leurs bilans auprès du Tribunal de Commerce de Cahors.

Notre canton, ce sont au moins deux multinationales, sous la bienveillance européenne, qui pillent le causse comme à l'époque coloniale. On

pique la matière pour l'exporter, on se moque de l'environnement. On fabrique ailleurs des produits finis avec des emplois qualifiés mais sous rémunérés et on réimporte en faisant de joyeux profits.

Le Lot et notre canton, ce sont 15% de logements indignes ou vides mais une crise locative. C'est une forêt largement à l'abandon comme une série de voies ferrées construites à grands frais, payées par les usagers et par ceux qui versent l'impôt. Ce sont des déchets ménagers que l'on ballade en camions vers deux départements voisins.

Notre canton : ce sont des serres photovoltaïques en déshérence à Saint Germain, un complexe touristique à l'abandon qui domine le lac toujours embourbé de Catus ou une gare que la SNCF cherche à fermer à Dégagnac. Notre canton, ce sont des bourgs de plus en plus exsangues de vie active. On devient une zone dortoir pour ceux qui doivent aller travailler ailleurs. Avec des municipalités qui taxent plus pour faire moins. Notre ex-canton de Catus, c'est au mieux un bus par semaine pour aller à Cahors à l'époque où l'on va sur la lune et où l'on s'apprête à aller sur mars ! Notre canton, ce sont des « zones d'activités » où il manque surtout d'activités. Notre canton, et bien d'autres, ce sont des haricots chinois ou kenyans chez Casino, des asperges du Pérou ou des cuisses de grenouilles indonésiennes chez d'autres en-



Serres photovoltaïques de Saint-Germain.
Combien d'aides publiques pour tant de mauvaises herbes et un soleil n'éclairant qu'un désastre !

seignes. En ces moments où Hollande demande, lors de sommets internationaux, que l'on fasse moins de CO², où il inaugure le plus grand porte-conteneurs du monde, histoire de casser encore un peu plus d'emplois français et entend de balader sur des milliers de kilomètres des aliments que l'on sait produire ici !

Conclusion : nos deux conseillers sortants, dits généraux, du canton feraient bien d'aller cultiver leurs tulipes plus que de croire en leurs capacités à gérer nos villages. Aux fêtes, que notre printemps amènera, nous leur offrirons, par décences et non par respect, ces fleurs venant de Maastricht, histoire de leur rappeler un certain traité. Que leurs partis signèrent comme eux par leur incompétences à en mesurer les conséquences pour les travailleurs français !

...LE PEUPLE DOIT SE SUBSTITUER AUX DIRIGEANTS !

Vous et nous constatons une masse de besoins non rencontrés. Vous et nous, mesurons l'importance de nos capacités à créer, à produire. Vous et nous commençons à mesurer l'immensité des moyens financiers détenus par les banques. Vous et nous apprenons au quotidien l'ampleur de la fraude fiscale des grosses fortunes et des grandes entreprises.

Bref, des besoins existent. Les capacités humaines sont là et des moyens financiers aussi pour les satisfaire. Si le système politique et ses mandataires en place sont plus que jamais incapables à résoudre cette équation élémentaire à savoir : mobiliser les moyens pour satisfaire les besoins, il y a comme on dit, un « problème de société ». Dans ces cas là, on change le système politique et ses mandataires. Le peuple français l'a déjà fait dans son histoire. Il serait temps de revisiter la mémoire !

SIMPLE BILAN

Les intérêts d'emprunt n'ont jamais été aussi bas. Le volume de l'épargne française n'a jamais été aussi haut. Les rémunérations des PDG, passant d'un grand groupe à l'autre sans trop savoir ce que l'on y fait, jamais aussi percutantes et aussi inefficaces.

Notre canton, notre département sont en manque d'hôpitaux, de logements, d'infrastructures sociales, culturelles, de transports publics décents, d'écoles, d'industries, d'équipements énergétiques dignes de ce nom, de bureaux d'études aussi. Un pouvoir public non ronronnant pourrait faire le petit calcul suivant. On investit dans l'humain, c'est du bonheur, cela ne coûte rien et cela évite bien des chagrins.!

Emprunt à 3,5% remboursable en vingt ans. Réalisation d'infrastructures dans le logement, les transports, l'énergie, l'agro-alimentaire, la recherche etc...D'où : création d'emplois à la clef et relance d'une autre croissance. Chaque emploi créé, ce sont des dépenses sociales en moins, des recettes sociales et fiscales en plus. C'est très certainement pour les jeunes, au travail attendu, du bonheur et de l'indépendance en plus. Et de la délinquance, de dépenses juridiques, de l'assistanat social en moins. Qui, dans la classe politique, ose faire le bilan du gâchis social présent ?

Faites les comptes, citoyens, un pouvoir public qui crée, investit rationnellement dans l'emploi et le développement humain territorial, cela, à terme, ne coûte rien.

Mais cela peut donner de l'espoir d'une autre la vie aux gens !

Vous hésitez à nous suivre dans nos estimations ? C'est quand vous le voulez, un débat sur ces questions !

**Cette brochure est destinée à ouvrir un vrai débat.
Il ira bien au-delà de l'élection prochaine.
Sans doute, c'est long à lire.
Mais les enjeux sont complexes.
Et le citoyen mérite des explications.**



**Pas quelques slogans éculés.
Pour le canton et le département,
le PCF-FDG-EELV veut s'expliquer !
Appel aux compétences des associations !
A vous de choisir entre les routiniers
d'un spectacle mité et des candidats
à une autre gestion de la cité.
Et merci de ne pas croire que l'on sortira de la crise
en ouvrant les grands magasins le dimanche.**

En résumé: nous voulons être présents au sein des pouvoirs pour vous le donner !

PARLONS EMPLOIS...

LOGEMENTS - CONSTRUCTION

Nous disons crise du logement ! Elle est plus que là ! Malheureusement. Nous renvoyons à nos contacts quotidiens. Comment se loger, pas trop cher, pas trop loin. C'est anglais cossus, français

9 % d'actifs oeuvrent dans des PME lotoises de la construction. Elles sont compétentes et connaissent le terrain et les traditions architecturales. Disposant de savoir-faire dans le secteur de la pierre Des capacités de formations sont là pour former des jeunes rapidement en quête d'emplois. Selon l'INSEE, 15 % des logements sont vides ou indignes en pleine crise du logement dans le Lot comme dans notre canton. A Catus, il y a 35 % de résidences secondaires occupées quelques semaines l'an, une trentaine de maison vides et quelques pourcents de logements sociaux. Même topo dans les autres bourgs et encore pire dans les municipalités « résidentielles » ! Le Conseil Général veut des ghettos pour riches et des ghettos pour pauvres ? Vingt ans que des médias, des élus, les associations humanitaires pleurent sur les sans logis. Les hausses indécentes de loyers dans nos villes et l'incertitude de l'emploi voulue par la « flexibilité » perturbent profondément les jeunes ménages. Or, tous les moyens existent pour faire face à un besoin élémentaire : le droit à un logement décent !

Rénover profondément 10.000 logements en dix ans dans le Lot, c'est créer 1.200 emplois stables, relancer les PME de la construction et des secteurs liés. C'est, par un pouvoir public, enfin compétent et contrôlé démocratiquement, réduire la pression sur les loyers, rencontrer la demande d'appartements à caractères sociaux, valoriser un patrimoine territorial tombant souvent en désuétude. C'est relancer l'art patrimonial de la pierre. C'est réduire les besoins énergétiques, freiner les déplacements en rénovant les centres-villes dont celui de Cahors en plein marasme. C'est un plan de financement à 3,5 % d'intérêt en 20 ans, associant les PME locales. C'est mettre des appartements modernes de 60 m² à 320 euros de loyer mensuel. Bref : nous proposons un plan logement-rénovation en tablant sur les économies sociales et les recettes fiscales qu'entraîne une relance de l'emploi.



CARRIÈRES- MATÉRIAUX

Le canton Causse-Bouriane : disons économie coloniale ! Dès lors que les municipalités de Thédillac, de Lavercantière, de Peyrilles et d'autres acceptent, avec le dit « Grand Cahors » et le département que l'on

casse le causse pour exporter nos minéraux sans valorisation locale, -donc sans emplois qualifiés à la clef- il y a sous développement industriel. Ni tuilerie, ni verreries, ni cimenterie, ni entreprises de l'isolation, c'est le vide dans l'amont du secteur de la construction. La multinationale IMERYS, implantée dans 35 pays casse notre cause pour en exporter le quartz. Le Lot importera ses tuiles « solaires » de l'Asie du sud-est et d'autres pays lointains quand on pourrait produire « local » et créer bien plus d'emplois !

Nous voulons conditionner les aides publiques directes et indirectes aux entreprises du secteur à des investissements de diversification locaux. Au passage, merci à l'immigration portugaise d'avoir largement contribué à valoriser l'industrie de la pierre taillée, contribuant ainsi à défendre le patrimoine architectural de nos cantons !



Avec les consentements locaux et les aides publiques. On casse le causse pour produire ailleurs. Merci à MIQUEL, RIGAL, DEVIERS pour aider à notre développement



Zone à moitié désertique des Matalines : on méthanise les déchets comme à Lille ? Ou on dort tranquillement sur les accords avec PAPREC

AGRO-ALIMENTAIRE - FORÊT

Dans la vallée du Vert, voire le reste du canton, on est quasi dans la mono culture du maïs. La faute à la politique de la PAC et aux complaisances de l'UMP et de la FNSEA et d'un mépris témoigné des autres syndicats agricoles. On devra diversifier pour construire en aval des entreprises de la transformation alimentaire : conserveries, surgelés, plats préparés. S'il y a ébauche de circuits courts et de production bio, il faut intensifier. Au département à prendre ses responsabilités dans la qualité alimentaire. L'action sociale, ce n'est pas que réparer les dégâts, c'est d'abord les éviter.

Donc, élus, nous travaillerons à ce que le département, la région profitent le Lot dans l'aval agricole et l'aide aux producteurs locaux à la commercialisation proche. Et en particulier au niveau de notre canton rural.

Parce que la forêt s'est morcelée au fil des successions, parce que l'ONF manque totalement de moyens humains, la « culture » forestière est insuffisante.

Donc, un remembrement s'indique. Et une consolidation de l'ONF aussi. Une structure publique d'entretien et d'exploitation aussi en concertation avec le potentiel paysan très apte à assumer de nouvelles activités dans la valorisation des paysages. Nous voulons reconstruire une « filière bois » avec un massif forestier à gérer, car correspondant à des enjeux climatiques et créant des activités de transformations en aval. Paradoxe : dans un département largement centré sur le vin, il n'est plus une entreprise capable de fabriquer des tonneaux alors que l'on en vendit longtemps dans le Caucase, à Tbilissi !

« MÉCANIC-VALLÉE »

Candidats du Lot, pas seulement d'un canton, nous attirons votre attention. Certes, le programme AIRBUS marche bien actuellement. Mais les grands clients sont désireux de produire eux-mêmes des parts croissantes. De grandes compétences existent dans la zone Brives-Figeac-Limoges. Mais il faudra diversifier, ne pas compter que sur l'aéronautique. La CGT le dit. Nous partageons cet enjeu.

Car puisque compétence mécaniques et de transformations des métaux il y a, on peut lancer une réflexion. Dans le cadre de la diversification énergétique, il y a des créneaux à construire. Dans le cadre des transports collectifs aussi. Et l'on peut s'étonner que dans une région vinicole, qu'il n'existe qu'une seule petite PME pour construire des équipements (étiqueteuse) pour le conditionnement du « Cahors ». Idem pour le travail de la pierre et du bois. Ceci ramène à un constat national : le retard industriel de la France par rapport à bien d'autres partenaires européens comme la RFA, l'Autriche, la Suède, le Benelux et le Nord italien. Au registre du développement industriel lotois, les sortants du Conseil Général sont plutôt aux abonnés absents !

Nous seront donc particulièrement attentifs à développer des débats sur ces questions avec le mouvement syndical, les associations et les institutions technologiques de la région pour industrialiser le département.

RURALITÉ ET NUMÉRIQUE

Avec le développement des télécommunications, la concentration sur les villes de bon nombre d'activités du tertiaire ne s'impose plus du tout. Si bien des multinationales organisent le travail à distance d'un continent à l'autre, il serait de bon ton que nos administrations diverses et que les élus du « Grand Cahors » conçoivent que le numérique permet de travailler près de chez soi. Ce qui réduit les déplacements, la pollution et des aménagements coûteux dans les centres urbains. Appel à l'imagination au pouvoir !

Nous militerons pour l'amélioration des réseaux numériques pour tous, sachant qu'une série d'emplois très qualifiés peuvent agréablement être localisés dans nos villages.



Avion Rafale. Difficile à vendre aux indiens et combien de malheureux en plus, si on les utilise ?

PARLONS ÉNERGIE...

Le Lot, c'est 1,6 millions de déchets agricoles épandus sans cohérence. Donc appel à une gestion des épandages. Sinon, en conséquences : la pollution des eaux de surfaces. Voire la Bretagne !

Les pays du nord de l'Europe valorisent les déchets organiques de façon intensive par la production combinée de chaleur et d'électricité. La ville de Lille fait rouler ses bus avec le méthane tiré de ses immondices. Celle de Limoges chauffe des milliers de logements et son CHU et vend l'électricité produite à l'EDF grâce à ses chaudières à bois combinées. Les exemples ne manquent pas dans l'hexagone. Mais de SYDED est resté hermétique aux avancées technologiques. Il est le Néandertal resté à l'âge de la pierre taillée qui a raté son rendez-vous avec Cro-Magnon passé à l'âge du fer. On aimerait que le Conseil Général assume cette évolution humaine. Pour améliorer nos rendements énergétiques, éviter les gâchis financiers publics et moins polluer nos centres-bourgs. Le réseau bois du SYDED, ce sont des chaudières à rendement faibles, polluantes à souhait. Tous les organismes internationaux de santé en lutte contre l'usage du diesel et d'un chauffage au bois insuffisamment filtré sont d'accord : les particules fines de moins de 10 microns expédiées dans l'air sont responsables de maladies pulmonaires, cardio-vasculaires et de cancers. Et le SYDED, pour 5 % d'investissements en filtration en plus, a refusé d'adapter ses mauvais réseaux locaux. Un combat que nous menons depuis trois ans. Et les aveux sont là, nous nous en expliquerons ! Notamment en posant cette question : pourquoi quand la ministre Ségolène Royal pense inaugurer

deux réseaux « chauffage bois » du SYDED, elle choisi ceux de Cahors et de la Capelle-Marival où les filtrations décentes ont été installées. Et pas sur la dizaine d'autres existants ? Conclusion : le Syndicat des déchets organise la ségrégation. Il y a des citoyens dont on protège les poumons et d'autres pas !

Nous réclamons une politique de valorisation systématique des déchets agricoles et forestiers, en association avec les agriculteurs. Nous réclamons le développement de 5 réseaux de chauffage urbain concernant les principaux centres urbains du Lot à savoir plus de 10 000 habitants. Nous demandons que l'on mette un moratoire aux bricolages énergétiques du SYDED qui coûtent 30 millions d'euros aux citoyens comme la mise sous contrôle public pure de cette entreprise semi-privée. Notre plan « rénovation logement » rencontre pleinement les besoins d'isolations et d'utilisation rationnelle de l'énergie. Nous demandons une étude sur la production de méthane à partir des déchets pour alimenter les charrois agricoles et publics.



Et si on valorisait, enfin, intelligemment les déchets pour faire du gaz ?

PARLONS EAU ET DÉCHETS...

Bizarrement les deux se mélangent. On s'explique !

L'EAU

C'est souvent la SAUR, une résurgence de la Lyonnaise des Eaux. Avec au sein d'une même commune comme Catus des abonnés à la SAUR et d'autres à un syndicat de commune. Donc, nécessité d'une cohérence départementale : une agence publique pure départementale de l'eau qui gère tout ! De la source à l'épuration. La SAUR, brillante initiative privée : c'est en mai 2013, 1,7 milliards de déficit. On frôle la faillite. Sauf que la BNP, une banque écossaise, une autre luxembourgeoise effacent 900 millions de dettes. Peu avant, le groupe Bouygues s'est désengagé, sentant sans doute venir la casse. Bref, le consommateur de notre canton et de bien d'autres va être confronté aux appétits des banques. Gare au prix de l'eau ! Ce d'autant plus que dans « sa saine gestion privée » la SAUR ne s'est guère empressée de renouveler un réseau qui fuit largement. Attention que le SYDED ne vienne encore au secours des gâchis du « privé » en ne reprenant que les tuyaux ! Le « parti socialiste » est particulièrement compétent à consacrer les avoirs publics pour consolider les profits privés ! A suivre...

LES DÉCHETS

Dans la presque faillite de la SAUR, on retrouve le groupe SECHE, dont le patron préside la SAUR avant la catastrophe financière. Patron d'une petite PME de la construction en 1984, SECHE, c'est un chiffre d'affaire miracle dans le « traitement » des déchets de 402 millions d'euros

en 2010 et, notamment, par la gestion de la décharge par sa filiale DRIMM de MONTECH où notre SYDED transporte vers celle-ci sur 80 km et par camions une moitié des immondices lotois. Le tout grâce au groupe PAPREC, repreneur de la société PREVOST. Le groupe PAPREC est un monopole français héritier de la Générale des Eaux et de la Lyonnaise du même nom.

Comme la filière déchet est un secteur particulièrement juteux, hélas victime en France et en Europe de nombreux scandales financiers retentissants, nous étudierons avec attention les tarifs, bilans et relations de ces entreprises concernées avec notre département et de ses sociétés liées, et ce, dans l'intérêt de la population.



Merci au maire de Catus et à ses conseillers de n'avoir rien compris à une politique cohérente du fret et de faire traverser nos bourgs par des mastodontes.

PARLONS DES SERVICES PUBLICS...

50% du budget départemental va « au social et à l'éducation ». A force de vouloir casser dans ces budgets qui garantissent la cohésion nationale, les solidarités entre générations et l'essor intellectuel de la nation, l'UMP et le PS-RDG vont dans le mur du sous-développement. Critiquer les jeunes, c'est facile ! Assumer des responsabilités parentales, c'est moins évident. Et les enseignants ne sont pas de bouées de sauvetage. Donc on doit discuter ensemble entre les divers acteurs. Pas qu'avec les bouliers compteurs de l'Elysée et de Matignon.

Abraham Lincoln, une autre carrure historique que Hollande, président des USA, disait, lors de la guerre de sécession au Congrès américain : « vous êtes contre les dépenses d'enseignement, essayez donc l'ignorance ! ». Et, en France, les chiffres de l'analphabétisme sont là ! Soit on investit dans le potentiel humain, soit dans une industrie d'armement nucléaire absolument inutile dans la lutte contre les terrorismes ! Soit on engage comme Sarkozy et Hollande 6 milliards d'euros dans des sous-marins nucléaires dont nous devons espérer qu'ils ne feront que rouiller dans la rade de Brest pour le plus grand bonheur de la vie et de la santé des peuples du monde. Soit on investit dans les écoles rurales, les EHPAD, les crèches, le logement, la formation de pointe, la recherche industrielle pour du travail socialement utile. Soit nos présidents de la république restent des représentants de commerce des firmes Dassault, Lagardère, etc... dont les avions et les missiles écraseront encore plus de populations civiles qui fuiront des conflits auxquels ils ne comprennent rien. Soit les dirigeants actuels aident, de fait, Marine Le Pen à faire son lit électoral sur une immigration largement victime des monopoles capitalistes français. Soit on parle coopération entre les peuples, développements mutuellement avantageux pour que chacun vive mieux chez soi et y reste !

Nous nous valiserons les espoirs et les capacités des jeunes, pas l'égoïsme des actionnaires.

A vous de choisir : des dépenses pour le développement humain ou pour des guerres qui ne règlent strictement rien ! Sauf à faire des millions d'immigrés malheureux ! Des dépenses pour un droit au travail utile ou pour les hélices du porte-avions De Gaulle et d'une centrale nucléaire amovible et qui ne porte pas son nom ! Elus ou pas, nous poursuivrons notre lutte pour une économie de paix entre les peuples !

DES FINANCEMENTS

Il ne s'agit pas de jeter slogans et promesses en pâture. Dans un temps où les « politiques dominants » cultivent une âme de boutiquier, il y a peu de chance que la société avance. L'actualité démontre de vieux constats. La fraude fiscale se porte bien. 180 milliards d'euros soustraient aux fiscaux par la banque suisse HEBL et des dizaines de milliers de contribuables français payant des amendes pour que l'on passe l'éponge ! La face apparente d'un iceberg ! Le groupe communiste et ses alliés du groupe européen de GUE poursuivront leur combat pour la transparence. Dans les années '60, Jean ZIEGLER, député suisse de gauche, écrivait le livre « La SUISSE lave plus blanc », un réquisitoire contre les banques de son pays qui ne l'ont pas épargné en procès. Plus de quarante ans sont passés avant que nos gouvernants commencent très timidement à admettre que des dizaines de petits états, ce compris en territoire européen, servent la grande bourgeoisie à piller les finances publiques.

Un tiers de l'épargne lotoise collectée par les banques lotoises ne sert pas au développement local. Nous mèneront campagne pour faire la transparence sur ce point. Nous informerons l'opinion de la présence de la BNP, du Crédit Agricole etc... dans les paradis fiscaux. Et nous agirons pour que les banques financent les PME et les ménages.

Fiscalement, nous réclamons la mise à niveau des avoirs immobiliers, une distinction positive pour leurs habitants de la taxe d'habitation en faveur des résidences occupées en permanence par rapport aux résidences secondaires. Nous remplacerons la taxe professionnelle par une fiscalisation de tous les outils numériques mis en place par les banques, la grande distribution etc... pour faire travailler bénévolement leurs clientèles en lieu et place d'emplois antérieurement rémunérés et supprimés. Nous taxerons les gâchis publicitaires que constituent les « gratuits » et les panneaux urbains. Et nous ferons remonter au plan national le concept d'une taxation locale des entreprises consommant beaucoup de capital et produisant peu de valeur ajoutée.

ET LA DÉMOCRATIE...

Nous voulons renforcer les capacités d'initiatives du département rural.

Ceci implique une suppression des syndicats de commune pour plus de transparence. Soit la création d'agences lotoises de gestion des fonctions sociales, culturelles, économiques et environnementales avec participation des élus, des syndicats, des associations et des techniciens concernés. Vu les capacités numériques, le département mettra à disposition des citoyens les données concernant les bilans des entreprises, les budgets publics, les relevés cadastraux en complément des statistiques de l'INSEE. Considérant que la presse a une fonction culturelle, le département et la région veilleront financièrement à sa diversité et son pluralisme. Sur le plan municipal et départemental, nos élus agiront en sorte que les citoyens disposent de capacités d'intervention dans les assemblées élues.

EN CONCLUSION, NOUS APPELONS NOS CONCITOYENS À S'ENGAGER DANS CETTE ESPÉRANCE D'UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ



PIERRE BEAUVOIS
Candidat titulaire

Polytechnicien belgo-français retraité.
Ancien Président du Parti Communiste de Belgique.
Ancien élu provincial, communal du Hainaut.
Directeur de quotidien et de PME.
Membre et engagé dans l'action essentielle du PCF dans la défense de la vie en notre territoire.
Soucieux de défendre l'avenir des jeunes de partout.
CATUS

Travailleuse dans le secteur social et les EPHAD.
Militante de la CGT.
Particulièrement attachée à la défense de nos acquis sociaux.
Je milite pour une solidarité entre les générations et donc contre les égoïsmes entretenus par nos dirigeants.
FRANCOULÈS

MARIE-CLAUDE DESPEYROUX
Candidate remplaçante



Agriculteur.
Militant syndical du MODEF.
Particulièrement attaché à l'agriculture de terrain et aux enjeux mondiaux de l'alimentation d'une population croissante, je veux défendre nos capacités locales, l'avenir de nos bourgs et le maintien de nos patrimoines architecturaux..

GILLES MARCOULY
Candidat remplaçant

